

AMNESTY INTERNATIONAL

Flash

Index AI : MDE 24/026/2007 (Public)
Bulletin n° : 081
24 avril 2007

La condamnation d'Anwar al Bunni porte un nouveau coup aux droits humains en Syrie

Amnesty International dénonce la lourde condamnation prononcée ce mardi 24 avril contre l'avocat Anwar al Bunni, à l'issue d'un procès inéquitable ouvert selon toute apparence pour des motifs politiques et au cours duquel il n'a pas été autorisé à consulter sans restriction ses avocats.

Le tribunal pénal de Damas a reconnu Anwar al Bunni coupable du chef de « *diffusion de fausses informations de nature à porter atteinte à l'État* » et lui a infligé une peine de cinq années d'emprisonnement. Anwar al Bunni n'a cessé de réfuter cette accusation, qui semble avoir été portée en raison de son action légitime de défense des droits humains.

« *Cette condamnation porte un nouveau coup aux droits humains en Syrie*, a déclaré Malcolm Smart, le directeur du Programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International, *ainsi qu'aux défenseurs des droits fondamentaux dans ce pays, qui sont la cible d'une campagne d'intimidation menée par les autorités. Le gouvernement syrien doit respecter davantage les droits humains et cesser d'emprisonner les personnes qui critiquent le régime et prônent le changement sans recourir à la violence ni préconiser son usage.* »

Anwar al Bunni fait partie d'une groupe de 10 personnes appréhendées pour avoir signé la « *Déclaration Beyrouth-Damas* », une pétition demandant la normalisation des relations entre la Syrie et le Liban. Depuis son arrestation, le 17 mai 2006, il est détenu à la prison d'Adhra, près de Damas, où il a été soumis à des mauvais traitements.

/FIN

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. site : <http://www.amnesty.org>

Pour connaître les dernières informations relatives aux droits humains, consultez le site <http://news.amnesty.org>.